

DU CHILI A LA SUÈDE... ET A LA FRANCE

Tandis que la vie tend à se normaliser dans le centre, le général Pinochet, chef de la junte militaire, a déclaré mercredi 19 septembre que les partisans du gouvernement Allende étaient en train de constituer des groupes de guérilla. La junte, selon un décret paru au « Journal officiel », promet de respecter la Constitution « dans les limites autorisées par la conjoncture ».

Chili et Suède : une tragédie et une comédie jettent une lumière crue, ces jours-ci, sur les difficultés du socialisme démocratique. Entre l'ignoble putsch de Santiago, responsable de centaines de morts, et le scrutin qui met à égalité, au Riksdag de Stockholm, les amis de M. Palme et ses adversaires bourgeois, le rapport peut paraître mince, tant les

D'autre part, la thèse officielle des militaires sur le suicide de Salvador Allende, déjà sujette à caution, a été sérieusement contredite mercredi, à Mexico, par une fille de l'ancien chef d'Etat, selon laquelle le président de l'Unité populaire serait en réalité mort en combattant. (Lire nos informations page 14.)

Par ANDRÉ FONTAINE

différences sautent aux yeux. Il n'empêche que, dans un cas comme dans l'autre, un « modèle de socialisme » est en question, et plus encore le fonctionnement de la démocratie dans un pays coupé en deux, non pas, comme l'Allemagne, la Corée, le Vietnam, par des volontés étrangères ; mais par l'opposition apparemment irréductible des tendances de l'électorat. La France, divisée selon les mêmes lignes de force, a peut-être à en tirer quelques leçons.

Marxiste, Salvador Allende ne pouvait ignorer l'enseignement de Lénine selon lequel « seule la prise du pouvoir dans tout l'Etat garantit le succès de la révolution » (1). Il ne suffit pas, pour exercer vraiment le pouvoir, de détenir la présidence de la république et le gouvernement. Il faut disposer de tous les leviers de commande. A défaut, on finit toujours par se trouver dans une situation comme celle dont mourut la IV^e République, en mai 1958, et que la V^e fut bien près de connaître dix ans plus tard : on donne des ordres, et on n'est pas obéi.

Il est clair aujourd'hui que, malgré son élection on ne peut plus régulièrement par le Parlement, Allende n'a été que toléré, et très provisoirement, par une grande partie des détenteurs de la réalité du pouvoir : Régis Debray révèle, dans un article du *Nouvel Observateur*, qu'en juin dernier déjà il ne pouvait compter que sur quatre généraux d'active, contre dix-huit, et sur le cinquième des officiers subalternes ; la démocratie chrétienne, dont le ralliement lui avait permis d'accéder à la magistrature suprême, lui avait vite retiré, dans sa majorité, sa confiance ; les classes possé-

dantes n'avaient aucune sympathie pour un régime qui ne se cachait pas de vouloir réduire leurs privilèges — aussi bien, la fuite des capitaux et des cerveaux n'avait-elle pas attendu son installation à la Moneda : les grandes compagnies américaines, dépossédées de la propriété des mines de cuivre, étaient déterminées à l'abattre ; et il ne fallait évidemment pas compter sur le gouvernement des Etats-Unis pour aider une « tête de pont du marxisme » à se maintenir dans l'hémisphère occidental.

(Lire la suite page 16, 4^e col.)

AU JOUR LE JOUR

LA LAME DU COUTEAU

La Suède se trouve donc, comme le Canada l'an dernier, dans la situation inconfortable d'un match nul aux élections législatives ; ce qui est particulièrement grave pour un régime parlementaire où nul président issu du suffrage universel n'est là pour tenter avec plus ou moins de bonheur, un arbitrage.

Quand les deux hémisphères d'un cerveau sont à puissance égale, on peut craindre tous les ennuis que connaissent les gauchers contrariés. Il n'y a pas d'ambidextrie politique.

Cela dit, modèle pour modèle, il vaut mieux se trouver, comme la Suède en ce moment, sur la lame du couteau plutôt que, tels d'autres pays, sous le tranchant du sabre.

ROBERT ESCARPIT

(1) Conférence sur la révolution de 1905. Cité par Jean Laloy dans le *Socialisme de Lénine*, Ed. Desclée de Brouwer

N SACHAR

OIRE
UIFS

narion

L'AVENIR DU SOCIALISME

DU CHILI A LA SUÈDE... ET A LA FRANCE

(Suite de la première page.)

Dans la partie du monde où il était né et que la loi de la coexistence abandonne à l'hégémonie nord-américaine aussi sûrement que la Tchécoslovaquie à l'hégémonie soviétique, il aurait fallu à Allende, pour l'emporter durablement, outre les qualités de courage, de cœur et de respect des autres dont il a surabondamment fait preuve, toute une série d'atouts qui lui ont cruellement manqué : l'intuition stratégique, qui permet de sentir à chaque instant la réalité du rapport des forces et d'en tirer le meilleur parti possible ; la prudence dans le maniement de l'économie ; la chance aussi, alors qu'avec la chute brutale et pas nécessairement fortuite des cours du cuivre après son accession à la présidence c'est plutôt la malchance qui s'est abattue sur lui.

Il aurait surtout fallu que ses partisans s'imposent une discipline de fer — ou qu'il ait les moyens de la leur imposer : c'est tout le contraire qui s'est produit, exactement comme pendant la guerre civile d'Espagne. Les désaccords ont été constants entre les communistes et l'aile gauche socialiste. Les gauchistes du MIR ont constitué, en fait, pour Allende une autre opposition. Il était en effet impossible de compter, sinon sur le soutien, du moins sur la neutralité de la démocratie chrétienne et de l'armée si on laissait les « miristes » poursuivre leur programme d'occupation des terres et des usines.

Le président a donc dû se battre constamment sur deux fronts : d'un côté les possédants, appuyés non seulement sur les Etats-Unis mais sur une bonne moitié de la population, trop petite-bourgeoise ou trop peu évoluée, selon les cas, pour assister sans frémir à la remise en question des inégalités les plus flagrantes, mais aussi à la dégradation du pouvoir d'achat ; de l'autre les nostalgiques du guévarisme, qui n'avaient pas encore assez médité la leçon de ses échecs répétés dans l'hémisphère occidental.

Le regard doux et triste qu'on voit à Allende sur les couvertures des

magazines de cette semaine s'explique peut-être parce qu'il avait bien compris que, dans ces conditions, la partie ne serait pas gagnée. Mais que pouvait-il faire ? Se retourner contre la gauche de la gauche, comme tant de sociaux-démocrates avant lui ? C'est son honneur d'avoir refusé cette trahison. « Armer le peuple » ? Les gauchistes, qui lui reprochent aujourd'hui de ne s'y être pas résolu,

croient-ils que l'armée l'aurait laissé faire ? Et c'eût été s'engager dans l'illégalité. Peut-être aurait-il été plus sage de sa part, voyant s'approcher le gouffre, d'organiser ce référendum dont on avait souvent parlé sur la révision de la Constitution, et de partir dans le cas d'un désaveu, un peu comme de Gaulle. Mais c'eût été céder à la pression de ceux qui refusaient de s'incliner devant la loi.

Une claire vision du possible

Ce qui a manqué à Allende et à ceux qui ont soutenu son entreprise — et qui avait pareillement manqué aux hommes du « printemps » de Prague, — c'est une claire vision du possible, « *Dubcek ? Un enfant de cœur* », nous a dit un jour un dirigeant roumain. On n'oserait pas appliquer un pareil qualificatif à un sexagénaire comme Allende, qui a donné dans le passé tant de preuves de son habileté. Mais c'était un romantique. Il n'était pas le seul. Dans un Chili terriblement divisé, au milieu d'un environnement hostile, l'ampleur des transformations réalisables sans recours à la violence, avec le risque de guerre civile qu'il impliquait, était certainement plus limitée que ne le croyaient la majorité des dirigeants de l'Union populaire. Disons que les conditions objectives d'amples réformes étaient peut-être réunies, mais certainement pas celles d'une révolution « *dans la loi* ».

Passer du Chili à la Suède, c'est passer d'un univers où tout est à

résoudre à un autre où, dans l'ordre matériel au moins, tout semble résolu. Il ne faut pourtant pas oublier que cette situation est relativement récente. La Suède du milieu du siècle dernier vivait dans une misère épouvantable, qui contraignait ses fils à émigrer massivement en Amérique. Les premières luttes sociales furent sanglantes au pays des Bernadotte, avant que, grâce à la dynamite, à la pâte à papier, au minerai de fer de Kiruna et à la sauvegarde de sa neutralité au travers des deux guerres mondiales, il découvre la prospérité. Là aussi, cependant, il y a des communistes pour dénoncer le maintien de la propriété privée des moyens de production, des gauchistes pour rêver d'autogestion et une moitié du pays pour trouver que l'on a été trop loin dans la voie du socialisme. Le résultat est le coup nul du scrutin de dimanche, qui, jusqu'à de nouvelles élections, va mettre le gouvernement, quel qu'il soit, dans l'impossibilité de gouverner.

Les deux travers de la gauche

La chance de la Suède est que, malgré un taux de chômage un peu préoccupant, elle n'a pas trop de problèmes à résoudre à brève échéance, et surtout qu'elle a atteint un tel niveau de vie, un tel degré de redistribution du produit national, que l'enjeu des rivalités de partis demeure très limité. Personne ne songe à recourir à l'arbitrage de la violence. La France, malheureusement, est loin, de ce point de vue, d'être la Suède. Certes, M. Mitterrand a eu parfaitement raison de dire, après le drame de Santiago, qu'il n'y a pas de rapport entre une expérience socialiste dans un pays encore largement sous-développé et la même expérience, conduite dans une société d'abondance. Il reste que nous sommes un peuple latin, au sang plus chaud que celui des Scandinaves, qu'à toutes les guerres civiles de notre histoire s'ajoutent celles qu'en 1958, en 1961, et en 1968 encore, nous avons frôlées, et que, du point de vue de la stratégie mondiale comme des intérêts en présence, un gouvernement d'union de la gauche en France serait voué à se heurter à de très fortes résistances. La fuite des capitaux et la diminution brutale des investissements étrangers ne sont qu'une partie des obstacles qu'il serait assuré de rencontrer.

Il n'en viendra à bout que s'il arrive à surmonter les travers qui ont tant contribué à la chute d'Allende et qui sont, hélas ! presque congénitaux à la gauche latine : l'excès d'optimisme, qui conduit à sous-estimer les résistances, à commencer par celle des faits économiques ; un esprit d'individualisme et d'indiscipline qui confine parfois à l'anarchie. Si la gauche ne mesure pas ses ambitions à l'aune du possible, si elle n'analyse pas correctement le rapport des forces nationales et internationales avec lequel il lui faut compter, elle peut être sûre que ses adversaires sauront exploiter ses erreurs et ses naïvetés. Ils auront vite fait de jeter sur le feu assez d'huile pour répandre l'impression de chaos et de désordre apte à susciter chez les militaires réputés les plus loyalistes des tentations irrésistibles.

Des centaines de milliers d'hommes sont morts en Espagne, il y a bientôt près de quarante ans, en criant « *No pasaran !* ». Des millions de voix leur ont fait écho à travers le monde : « *Le fascisme ne passera pas !* » Certes, Hitler et Mussolini

sont morts, mais leur défaite a été payée du prix de dizaines de millions de vies humaines. Et le fascisme, un moment confiné à l'Espagne, connaît sous sa forme militaire, de l'Indonésie au Brésil, de la Grèce au Chili, une seconde jeunesse. Personne n'est vacciné contre lui. Contrairement à ce qu'on a trop tendance à croire à gauche, l'histoire ne tranche pas toujours, tant s'en faut, dans le sens de la justice. Engels était plus clairvoyant, qui parlait d'elle comme d'une « *divinité cruelle* ».

Il n'est pas facile à la gauche de prendre le pouvoir — et moins encore de le conserver — dans un pays où elle fait peur à la moitié de l'électorat et qui se trouve dans la sphère d'influence américaine. C'était vrai, dès la première minute, du Chili. Et ce l'est aussi de la France.

Cette constatation, certes, a sa contrepartie. Ce qu'il est convenu d'appeler le pouvoir de la bourgeoisie ne s'exerce pas non plus sans partage. Un dirigeant communiste d'un grand pays voisin nous disait, il y a quelques années : « *La seule façon que nous ayons de participer au pouvoir, c'est dans l'opposition* ». Cette remarque, qui va loin, ne vaut pas seulement pour ce pays-là. En France aussi, l'Etat doit tenir compte de la pression constante que la gauche, surtout par l'action syndicale, exerce sur lui. Les « conquêtes sociales » n'ont pas été toutes l'œuvre du Front populaire ou des gouvernements à participation communiste qui ont suivi la libération : elles sont bien souvent dues à des gouvernements bourgeois, dont on peut douter qu'ils se seraient résignés à les promulguer s'ils n'y avaient pas été plus ou moins contraints. Et c'est à peine un paradoxe de constater que, dans la partie du monde où nous nous trouvons, avec tous les liens de dépendance, notamment financière, que cette localisation implique pour le pays et son économie, la gauche est beaucoup plus à l'aise, pour agir et imposer une partie au moins de son programme, dans l'opposition qu'au pouvoir. Aujourd'hui elle ne se bat que sur un front. Si demain elle accède au gouvernement, il lui faudra nécessairement, si elle veut éviter la banqueroute, résister, au risque de susciter une nouvelle opposition, à la pression de son aile la plus marchante.

ANDRÉ FONTAINE.